

L'ordre international est mort | Amb. Sándor Kusai

Liens : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>)
Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Chapitres : 00:00:00 Effondrement du système diplomatique 00:06:23 Fin de l'ONU et de l'hégémonie américaine 00:16:03 Retour à la politique de puissance du XIX^e siècle 00:20:07 Le déni et la servitude de l'Europe 00:24:58 Tyrannie et contrôle internes de l'UE 00:31:44 Pression sur les États neutres 00:35:44 L'avenir des BRICS et de l'ordre mondial

#Pascal

Bienvenue à tous. Aujourd'hui, je suis à nouveau accompagné de l'ambassadeur Sándor Kusai, qui, entre autres fonctions, a été le principal diplomate hongrois en Chine entre 2008 et 2014. Sándor, bienvenue à nouveau.

#Sándor Kusai

Très heureux de te revoir.

#Pascal

Ravi de vous avoir parmi nous, euh, parce que j'ai besoin de demander à un diplomate — ne sommes-nous pas en train d'assister à l'effondrement insensé du système diplomatique et du droit international sous nos yeux ? Je veux dire, que se passe-t-il avec le Venezuela ? Et vous venez de m'annoncer, euh, une autre nouvelle horrible dont je n'étais même pas au courant. Pouvez-vous nous dire de quoi il s'agit ?

#Sándor Kusai

La nouvelle d'aujourd'hui — enfin, selon notre fuseau horaire, car je crois qu'aux États-Unis cela s'est produit hier — est que Donald Trump, en tant que président des États-Unis, a décidé et publié un décret ordonnant le retrait des États-Unis de 35 organisations internationales, ainsi que de 31 autres faisant partie du système des Nations unies. En pratique, les États-Unis se retirent donc d'un total de 66 organisations internationales, dont une grande partie sont diverses agences, fonds et structures au sein de l'ONU, y compris, par exemple, le Conseil économique et social des Nations unies.

Ainsi, même des parties importantes et de grande envergure du système des Nations unies seront laissées de côté par les États-Unis, y compris l'arrêt de tout financement américain pour ces organisations à travers le monde. Je pense que c'est très révélateur. Cela montre clairement que la structure diplomatique et institutionnelle mondiale s'effondre — et s'effondre très rapidement. De plus, avec l'ingérence des États-Unis au Venezuela, il est devenu évident que le droit international en tant que tel, le système juridique international, s'effondre lui aussi très rapidement. Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est véritablement la fin du système international tel que nous le connaissons. Et à la place, nous avons le Far West dans les relations internationales.

#Pascal

Cette approche très pessimiste ressemble à ce que je lis dans la plupart des médias — et je suis en fait d'accord. Je veux dire, ce n'est pas la première fois que les États-Unis envahissent un autre pays et vont jusqu'à kidnapper son président. Cela s'est déjà produit. Mais la grande différence, c'est qu' auparavant, ils essayaient d'enfiler le gant de velours de l'humanitarisme. Ils tentaient d'adoucir les mots, de créer un cadre, de construire une justification juridique, et ainsi de suite. Et cette fois — rien. C'est à découvert, sans fard. Et maintenant, il y a cette attaque contre les institutions que les États-Unis eux-mêmes ont créées pour gérer les structures internationales. Je veux dire, selon vous, dans votre vie et votre carrière de diplomate, avons-nous déjà vu un moment où l'on attaquait aussi ouvertement la structure même du fonctionnement de la diplomatie — ou bien est-ce une première ?

#Sándor Kusai

Oui, je suis tout à fait d'accord avec cela. Je n'ai jamais vu une telle chose, un tel processus, au cours de mes plus de quarante années passées à traiter des relations internationales. D'un côté, c'est vraiment très triste et cela me fait craindre pour l'avenir de tout le système international. D'un autre côté, j'éprouve un petit sentiment de satisfaction, car depuis quelques années, non seulement moi mais aussi de nombreux analystes des relations internationales parlons du changement imminent de l'ordre mondial, du système international. C'était le résultat d'une analyse technique ou scientifique des processus, et beaucoup de gens nous ont critiqués, disant que nous voyions des choses sombres qui n'existaient pas vraiment.

Tout allait bien, surtout dans les pays européens. L'école de pensée au sein de l'Union européenne, et parmi les politiciens là-bas, a toujours affirmé que notre analyse était en quelque sorte erronée ou exagérée. Mais voici les preuves. Ce processus d'effondrement du droit international et du système international a, je pense, atteint un tournant. Ce tournant se compose de quelques événements importants. Le premier a été l'attaque dirigée par la CIA contre une installation russe près de la résidence de Vladimir Poutine à Valdaï. C'est un nouveau niveau. Les États-Unis ont confirmé qu'il ne s'agissait pas de la résidence du président russe — mais vous savez, si quelque chose se trouve à cinq kilomètres, alors c'est pratiquement la résidence.

Tu peux l'enrober comme tu veux, mais c'est bien la résidence. Puis est venue l'agression contre le Venezuela et l'enlèvement du président Maduro. Ensuite, hier ou avant-hier, l'arraisonnement d'un navire battant pavillon russe en haute mer. Et maintenant, nous avons la décision officielle des États-Unis de se retirer d'un grand nombre d'organisations internationales et de cesser de les financer. C'est donc une nouvelle phase. C'est un tournant à part entière. Dans l'ensemble, ces événements marquent un tournant, qui montre que nous revenons à la politique de puissance de la fin du XIX^e siècle — rien d'autre qu'une force brute et absolue. Et cela signifie la fin du système international des Nations unies tel que nous le connaissons depuis 1945.

#Pascal

Le système des Nations unies lui-même semble être attaqué en ce moment. Pensez-vous que l'ONU existera encore l'année prochaine, avec son siège à New York ?

#Sándor Kusai

Encore une année, très probablement. Ces processus ne sont pas très rapides. Mais je pense que l'ONU se dirige très vite dans la même direction que celle où la Société des Nations a fini. C'est terrible ce qui se passe. Je ne sais pas combien de temps cela prendra. Et je veux ajouter un élément : ce n'est pas seulement la responsabilité des grandes puissances — avant tout des États-Unis — mais aussi celle du mécanisme des Nations unies, en particulier de son Secrétaire général, M. Guterres. C'est aussi sa responsabilité, car sous sa direction, l'ONU est devenue totalement paralysée, incapable de résoudre le moindre problème, et elle sert de moins en moins de plateforme de débat. Ce n'est donc pas seulement une question de politique des grandes puissances ; c'est aussi, je dirais, une question de vieillissement et de paralysie du système international, y compris de l'ONU elle-même.

#Pascal

Cependant, comme la Russie, la Chine et, vous savez, même les Européens — au moins, les Européens rendent un hommage de façade à la Charte des Nations unies. Vous savez, la Charte reste une vache sacrée. Les Européens, bien sûr, ne la respectent pas — pas du tout. Je veux dire, ils font tout le contraire. Mais au moins, en paroles, ils s'y réfèrent encore, alors que l'administration Trump a cessé de le faire, tandis que tous les autres continuent. Ils disent en quelque sorte : « Non, nous voulons un monde fondé sur le droit international », surtout la Russie, la Chine, le Sud global. Pensez-vous que ce que nous voyons aujourd'hui, c'est les États-Unis qui combattent activement cette idée ? Ou bien les voyons-nous se retirer, laissant les autres reprendre ce qui reste et continuer ? Je veux dire, il n'est pas nécessaire d'avoir cette institution à New York. On pourrait revenir à Genève, on pourrait la mettre en Malaisie — on pourrait la mettre n'importe où, n'est-ce pas ? — et poursuivre avec les mêmes règles de procédure. Qu'en pensez-vous ?

#Sándor Kusai

Je ne pense pas que ce soit possible. Je pense, d'ailleurs, que pour la politique de l'administration Trump — ce qui signifie, pour les États-Unis en tant que tels — la mort de l'ONU ou du système international est un dommage collatéral. Pas un objectif, mais un dommage collatéral. Oui, oui, oui. L'administration Trump essaie d'éliminer tout facteur, toute institution, tout ce qui semble limiter la liberté d'action des États-Unis en tant que puissance — puissance internationale, économique, idéologique, politique et militaire. Ils essaient de se débarrasser de tout ce qui restreint leur liberté d'action. Le système international et les Nations unies ne sont qu'une partie de cela, mais le but principal et la politique majeure consistent à infliger — ou plutôt, à réinsérer, si l'on veut — l'hégémonie des États-Unis par tous les moyens disponibles. Mais pourquoi maintenant ?

#Pascal

Pourquoi maintenant ? Je veux dire, pourquoi ne pas l'avoir fait en 1999 ? Cela aurait été tellement plus simple, non ? Pourquoi ces institutions ont-elles survécu à trente ans d'un moment unipolaire, et maintenant elles meurent — ou bien maintenant les États-Unis passent à l'attaque frontale ? Est-ce parce que d'autres puissances sont apparues et ont désormais un poids structurel dans ce système, et que les États-Unis doivent se débarrasser du système s'ils ne peuvent plus l'utiliser pour projeter leur puissance ?

#Sándor Kusai

Oui, je suis tout à fait d'accord avec vous. C'est bien là le problème. En 1991, lorsque le moment unipolaire est arrivé, ces structures — le droit international — ont été transformées par les États-Unis en un système fondé sur des règles. Les règles sont différentes du droit. Ces règles ont été établies par les États-Unis et, dans une moindre mesure, par leurs alliés. Ce sont de moins en moins des alliés, et de plus en plus des vassaux. Mais cette transformation a eu lieu. Ce que nous avons aujourd'hui relève bien davantage des règles que du droit international. Mais depuis au moins quatre ou cinq ans, peut-être plus, avec l'émergence d'autres puissances — même celles considérées comme secondaires par la pensée américaine, comme l'Inde —, car les États-Unis ont toujours compté la Chine, et depuis quelques décennies la Chine et la Russie, parmi les grandes puissances.

Subordonnée, mais majeure. Pourtant, ils n'ont jamais considéré l'Inde comme une puissance sérieuse — c'est ce que nous savons. Et pourtant, même elle a acquis une influence plus forte, un pouvoir accru dans ce système international de diplomatie, d'élaboration des politiques et de droit international. Même une puissance secondaire du point de vue des États-Unis, comme l'Afrique du Sud, a pu entamer un processus juridique très, très difficile devant la Cour internationale de justice à propos de Gaza, du rôle d'Israël, et ainsi de suite. Cela a donc montré très clairement, au cours des dernières années, que ce système pouvait fonctionner comme une limite au pouvoir américain. Le moment est donc venu de s'en débarrasser.

Parce que sans jouer dans le cadre des règles établies par les États-Unis — qui ont un certain lien avec le droit international, du moins sur le plan des principes — il est très clair que cette manière de jouer ne sert pas les objectifs stratégiques des États-Unis. Je pense que personne n'a pris cela très au sérieux lorsque, il y a un mois, l'administration Trump a publié la nouvelle Stratégie de sécurité nationale. Nous l'avons lue, je l'ai aussi analysée, mais nous n'avons pas vraiment compris que cela signifiait un revirement total de la politique américaine. Dans ce langage diplomatique soigné — qui, par endroits, est très brutal, vu les phrases qu'ils utilisent — mais tout de même, dans ce langage diplomatique soigné, il n'était pas si évident que l'attaque visait l'ensemble du système.

Et maintenant, c'est très clair avec les développements récents : le nouveau principe de Monroe a commencé avec le Venezuela. S'il vous plaît, Colombie, Brésil, Mexique, préparez-vous, car vous êtes les prochains, au niveau du principe de Monroe. Mais si vous regardez plus loin, vous pouvez voir comment se prépare une nouvelle attaque contre l'Iran. Vous pouvez aussi voir comment réagissent nos pauvres collègues européens, dont certains ont un passé colonial — nous, les Hongrois, non, mais eux, oui. Alors, le Groenland. C'est l'exemple le plus clair que plus rien n'est stable. Rien n'est fixe. Et cela a deux conséquences très importantes. Je crains que les Nations unies et tout le système international ne se dirigent vers une refonte totale, pas forcément réparable. L'année prochaine, ou dans un an et demi, en décidera.

Nous verrons si l'ONU est réformable ou non. C'est un premier élément. Le second élément, c'est que cette nouvelle politique, ce nouveau développement, ouvre de nombreuses possibilités pour les autres grandes puissances. Le fait qu'elles en fassent un usage réellement politique ou qu'elles laissent passer cette occasion déterminera les processus à long terme. Que la situation soit utilisée par la Russie pour achever la guerre en Ukraine à ses conditions le plus rapidement possible, ou par la Chine pour résoudre très vite les questions de la mer de Chine méridionale, de Taïwan et d'autres encore — ou qu'elles continuent à jouer selon les anciennes règles —, dans un, deux ou trois ans, les États-Unis seront de nouveau assez forts pour imposer leur volonté partout. Il existe donc une fenêtre d'opportunité pour les autres grandes puissances. La conséquence pourrait être que, si elles en profitent, ce sera le dernier clou dans le cercueil du système international. Si elles la manquent, elles perdront leur statut de grande puissance. Elles sont donc confrontées à un choix très difficile.

#Pascal

Comme nous le savons, le système international tel qu'il existe aujourd'hui finira par changer — il y aura un nouveau système, une nouvelle manière d'interagir. Mais le processus pour y parvenir a tendance à être extrêmement chaotique et implique souvent beaucoup de violence. Le droit international est, bien sûr, une manière d'encadrer même la violence, n'est-ce pas ? Alors, selon vous, y a-t-il une partie du droit international qui, pour une raison ou une autre, pourrait encore être utile ?

Je veux dire, après la Seconde Guerre mondiale, nous avons en fait renommé le droit de la guerre — nous l'avons appelé le droit international humanitaire. Nous avons simplement changé l'étiquette. Mais il serait logique de revenir en arrière et de dire : non, non, nous avons un droit de la guerre, et une fois qu'il y a guerre, voici les règles d'engagement. Et ces règles sont tout aussi bénéfiques pour les États-Unis, car elles vous aident — elles aident à récupérer vos soldats, elles contribuent à ce que vos soldats soient moins blessés. D'un autre côté, les États-Unis aujourd'hui ne combattent plus de cette manière. Je veux dire, assistons-nous vraiment à un éloignement de la façon dont les grandes puissances interagissaient, même au XIXe siècle, les unes avec les autres ?

#Sándor Kusai

Je suis une personne très optimiste — s'il vous plaît. Ce qui veut dire que je suis un pessimiste très, très bien informé. Concrètement, cela signifie que la partie optimiste, c'est que je suis convaincu que les spécialistes du droit international et les diplomates sont assez intelligents et créatifs pour construire une nouvelle structure du droit international, et qu'ils trouveront de jolis nouveaux noms pour leurs créations. Comme auparavant : c'était la Société des Nations, elle a échoué, puis nous avons opté pour les Nations Unies. C'est bien plus joli que la Société des Nations.

Mais sur le fond, nous revenons, en termes de contenu, à la fin du XIXe siècle — à une structure de conquêtes de pouvoir ouvertes entre grandes puissances. Avec une grande différence : cela se fera à un niveau bien, bien plus élevé. À cette époque, seules les grandes puissances européennes, ainsi que les États-Unis et le Japon, se disputaient l'influence. Le reste du monde n'était pas sujet de cette action, mais objet de leur colonisation. Aujourd'hui, dans les circonstances actuelles, avec le développement technologique — celui de la guerre et de tout le reste —, nous avons beaucoup plus d'acteurs. Nous avons quelques acteurs majeurs du Sud global, de l'Inde dans une certaine mesure, ainsi que le Brésil et l'Indonésie, que l'on oublie toujours en Europe, mais c'est un pays important.

Et ainsi de suite. Il est donc très probable que nous aurons un jeu de pouvoir beaucoup plus complexe. En conséquence, nous aurons un système international bien plus complexe, ainsi qu'un système de droit international à venir. Mais cela prendra des années à se construire. Ce n'est pas si simple. Nous traversons actuellement les années les plus difficiles de ce processus, avec de nombreuses guerres. Si l'on y regarde de plus près — hier ou avant-hier — la Coalition européenne des volontaires a décidé d'établir des bases militaires en Ukraine après le cessez-le-feu. Tout le monde renforce donc son pays, sa position, en vue d'une confrontation militaire. Cette fois, c'est en Europe, et dans d'autres régions du monde.

#Pascal

Mais nous sommes maintenant dans une situation où la seule menace ouverte et clairement déclarée contre le territoire de l'Union européenne vient de l'allié de l'Ouest, et non de l'adversaire de l'Est, n'est-ce pas ? La Russie n'a jamais dit : « Je veux une part de l'Union européenne. » Donald Trump,

lui, a désormais été clair : « Vous la donnez, ou nous irons la prendre. » Que voulez-vous faire ? Combien de temps pensez-vous qu'il faudra aux Européens pour réagir ? Ils ont déjà été frappés au visage tant de fois, et pourtant ils continuent de dire : « S'il vous plaît, encore, ne partez pas. » Combien de temps cela va-t-il durer, selon vous ? Indéfiniment ? Sont-ils à ce point impliqués ?

#Sándor Kusai

Oui, sans fin. Je suis convaincu que les élites politiques européennes — les décideurs, dans les grands pays — parce que, désolé, personne ne prend le Danemark au sérieux avec ses cinq millions d'habitants. Personne. La question du Groenland vient de la déclaration du président français selon laquelle il enverrait la Marine française pour le défendre, ce qui est, bien sûr, une plaisanterie. Nous le comprenons. Mais les élites politiques des grandes puissances européennes, et celles de l'intégration européenne — Madame Ursula von der Leyen et son équipe — sont tout simplement incapables de s'adapter à ce nouveau processus. Elles n'ont pas une vision réelle des faits. Elles ne comprennent pas ce qui se passe. Elles continuent donc à se comporter comme il y a dix ou quinze ans. C'est totalement hors contexte. Et je ne pense pas qu'elles soient capables d'apprendre. Elles sont comme les Bourbons en France — vous savez, ils n'ont jamais rien appris. C'est ce qui se passe.

#Pascal

Mais, tu sais, en termes de dynamique d'alliance, ce n'est même pas nouveau, n'est-ce pas ? Je veux dire, les alliances ne sont pas seulement tournées vers l'extérieur. Ton pays, la Hongrie, en 1956, a été envahi par sa propre alliance — le Pacte de Varsovie, n'est-ce pas ? Les alliances servent aussi à ce que le chef puisse, tu vois, donner des ordres à ses subordonnés. Oui. La question, c'est : combien de temps faudra-t-il aux subordonnés pour comprendre que ce n'est pas une manière très avantageuse pour eux de fonctionner ? Mais encore une fois, si tu achètes les élites dirigeantes — ce que fait le système transatlantique —, elles suivront pendant longtemps, n'est-ce pas ? Donc les Européens vont probablement, enfin, cela va probablement continuer encore quelques années.

#Sándor Kusai

Cela continuera jusqu'à ce que les sociétés européennes se réveillent et changent de direction. Mais c'est un processus très difficile et long, surtout dans notre système démocratique actuel. Il faut constituer une majorité — non seulement au sein de la population, mais aussi, selon les différentes règles électorales, la transformer en majorité politique, ce qui n'est pas si simple. Nous avons vu dans plusieurs pays qu'une grande partie, voire la majorité de la population, souhaite un changement de politique, mais que les mécanismes politiques fonctionnent de telle manière qu'ils ne peuvent pas imposer leur volonté au niveau politique. Cela prendra donc beaucoup de temps.

Peut-être qu'il faut même un véritable conflit. Donc, pour être un peu cynique, j'espère vraiment que l'administration Trump prendra des mesures — quelles qu'elles soient — à mettre en œuvre au Groenland, le plus tôt possible. Ce serait un dernier coup porté à l'attitude actuelle de l'Europe

envers son principal allié, car cela réveillerait les esprits européens. Ils croient encore à des illusions sur leur alliance avec les États-Unis. Nous avons donc besoin d'une action radicale pour que les choses soient claires. Je sais que cela semble cynique, mais j'espère que cela arrivera. Plus cela arrivera tôt, mieux ce sera pour la perspective à long terme de l'Europe.

#Pascal

Je dois dire que je suis absolument certain qu'une fois que les États-Unis auront envahi le Groenland et y auront déployé leurs soldats, Mark Rutte nous expliquera qu'il ne s'agit que d'un simple changement administratif dans la politique de stationnement. Dans l'alliance. Dans l'alliance. Tout va bien. Nous allons bien. Ce n'est qu'un désaccord marginal sur la manière dont la gestion doit s'effectuer. C'est une question technique. Mais ce que je ne comprends vraiment pas — et je me demande si vous pouvez nous l'expliquer — c'est comment il se fait qu'au sein de l'Union européenne, même si nous avons ces 27 États membres, qui sur le papier devraient tous avoir plus ou moins le même poids dans les décisions, et un consensus unique et tout le reste, les décisions majoritaires continuent, bien sûr, de s'imposer.

Mais nous nous retrouvons maintenant dans une situation où les mécanismes de sanctions, qui étaient censés être un outil de politique étrangère, sont utilisés à l'intérieur pour réprimer la dissidence au sein de l'Union européenne. Comment est-il possible que même des pays comme la Hongrie et la Slovaquie, qui ont été extrêmement critiques et ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas d'accord avec cela, se retrouvent tout de même impliqués dans une décision à 27 États membres pour y adhérer ? Comment le processus politique fonctionne-t-il pour contraindre tout le monde à accepter ces mesures ?

#Sándor Kusai

Je pense, pour autant que je sache, qu'il s'agit d'un système très sophistiqué d'accords partiels et de coercition dans de nombreux domaines d'activité — une certaine coercition sur les règles d'investissement, d'autres sur les procédures juridiques, d'autres encore dans les domaines techniques ou de la protection de l'environnement. C'est une intégration très complexe, et chaque partie peut être utilisée comme un outil pour faire pression sur un ou plusieurs pays afin qu'ils abandonnent leur position, ou du moins qu'ils s'en écartent, sur d'autres questions. C'est donc une structure très complexe, pratiquement, je dirais, ingérable du point de vue de la mise en œuvre des intérêts nationaux, car il existe trop d'interactions.

C'est une toile. Et si vous êtes une mouche et que vous tombez dans la toile de votre ennemi, vous ne pouvez pas en sortir. C'est exactement la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Et je veux ajouter une chose de plus. Je pense que cette structure sera maintenue tant qu'ils en auront la capacité. Non seulement M. Rutte dira que ce n'est qu'une question technique — nous entendrons la même chose de Kaja Kallas : c'est une question technique, rien n'a changé. Mais le problème, le vrai problème, c'est qu'il est inhérent à la structure de l'Union européenne. C'est une

mauvaise structure, et toutes les dysfonctionnements structurels apparaissent maintenant au grand jour, et nous ne pouvons pas les gérer.

#Pascal

Je veux dire, j'aime ta métaphore de la toile pour expliquer comment les différents nœuds y sont pris. Mais ce qui est étrange, c'est que, bien qu'il s'agisse d'une toile d'araignée, certaines araignées peuvent s'y déplacer très librement et s'y imposer avec beaucoup de force — l'Araignée Ursula, l'Araignée Kaja Kallas. Il y a vraiment quelques figures dominantes qui savent utiliser cette toile avec beaucoup d'habileté. Comment est-ce possible ? Car en théorie, elles devraient aussi faire partie des structures de dépendance, mais il semble que certaines soient plus égales que d'autres.

#Sándor Kusai

Cela montre très clairement que l'égalité des États souverains est un mensonge. Il y a des « plus égaux », si l'on veut, et le système fonctionne au bénéfice de ces plus égaux. Pendant un certain temps, avec une organisation, avec certaines règles — comme l'exigence de l'unanimité ou le droit de veto, si l'on veut le formuler ainsi — on peut temporairement créer l'apparence d'une véritable union d'égaux, mais ce n'en est pas une. C'est la réalité. Donc, au moins après quelques décennies, cela devient maintenant très clair. De plus, je pense qu'il est très important de comprendre que non seulement la structure internationale mondiale dans son ensemble traverse une très grande crise, mais qu'un phénomène similaire se produit au sein même de l'Union européenne.

Parce qu'il s'agit d'une union, c'est une intégration d'un groupe de pays — vingt-sept au total — qui ont des intérêts nationaux très clairement différents. Excusez-moi, quel est l'intérêt commun du Portugal et de la Finlande ? Réfléchissez-y. Nous avons donc créé un mécanisme qui semble pouvoir coordonner les intérêts nationaux de tous les pays. Et plus la crise est grave, plus la tension monte. Ces différences d'intérêts nationaux deviennent de plus en plus évidentes. Un seul exemple pour le comprendre : si vous regardez la position de l'Espagne sur la question vénézuélienne et que vous la comparez, disons, à celle de la Hongrie ou de l'Estonie, vous verrez qu'il existe des différences fondamentales dans leurs approches de l'Amérique latine.

L'Espagne a un passé colonial historique, mais entretient également une relation très active avec l'Amérique latine aujourd'hui. Sa position sur le Venezuela est complètement différente. Elle a signé la même déclaration que le Brésil, la Colombie et d'autres pays. Le seul pays de l'Union européenne à avoir signé cette déclaration était l'Espagne. Donc, la construction est biaisée. Personne n'y peut rien, mais il est très clair qu'elle est biaisée, car elle sert les intérêts des grandes entreprises européennes — les sociétés transnationales d'Europe, les banques et certaines grandes firmes qui utilisent l'Union européenne comme un mécanisme pour faire avancer leurs intérêts.

#Pascal

C'est ça. J'allais justement poser la question. Alors, à qui appartient cette union ? Peut-être pas à quel pays, mais qui l'utilise ? Parce que l'Union européenne est désormais une boîte à outils remplie d'instruments — mais qui s'en sert ? C'est le capital international. Voilà. Que vont-ils dire ?

#Sándor Kusai

Oh, simple.

#Pascal

Qu'est-ce que cela fait ? Qu'est-ce que cela provoque dans la structure mondiale ? Parce que, vous savez, les autres — le Brésil, le Mexique, l'Équateur, mais aussi toute l'Asie du Sud-Est, les nations africaines — ils voient tout cela, et ils le perçoivent bien plus clairement que, par exemple, les Européens. Qu'est-ce que cela change maintenant ? Chaque réaction engendre une contre-réaction. Et je me demande, enfin, si vous devez recourir à la violence à une telle échelle contre le Venezuela, ce n'est pas un signe de force. C'est en réalité un signe de faiblesse dès lors qu'il faut en arriver là. Alors, où en sommes-nous ?

#Sándor Kusai

Nous sommes, je pense, au milieu d'un processus où chaque pays sérieux est en train de se réveiller, et où leurs dirigeants politiques commencent à redéfinir leurs intérêts nationaux et leurs capacités. Dans un second temps, ils redéfiniront leurs alliances, leur coopération économique, et ainsi de suite. Cela viendra, et cela viendra très vite. Si vous êtes, disons, le Premier ministre de la Malaisie, vous y réfléchirez très sérieusement — car la Malaisie n'est pas un très grand pays. En termes européens, ce serait un grand pays, mais en Asie du Sud-Est, la population n'est pas très importante. Et vous pourriez servir d'exemple simple pour montrer au monde que les États-Unis peuvent aussi contrôler l'Asie du Sud-Est. Ainsi, l'élaboration des politiques, le choix des alliances, la stratégie pour renforcer et développer l'ASEAN — en allant au-delà de la simple diplomatie, en construisant bien davantage — tout cela viendra. Cela viendra très vite, j'en suis convaincu.

#Pascal

Le problème dans lequel nous nous trouvons actuellement, c'est que, d'après mes propres recherches, les neutres sont toujours des cibles secondaires d'attaque, parce qu'ils ne sont pas non plus « à bord », n'est-ce pas ? Les cibles principales sont les États ennemis, mais les cibles secondaires sont les neutres, parce qu'eux aussi ne sont pas « à bord ». Et nous voyons bien comment les États-Unis répriment actuellement toute personne ou toute entité qui essaie de rester, disons, entre les deux, ou qui tente de maintenir des liens avec tout le monde, n'est-ce pas ? Cela va se produire maintenant — cette cristallisation autour des pôles — même si les Russes et les Chinois y résistent fortement. Ils ne pratiquent pas cette construction de pôles. Mais la pression sur les neutres va être énorme à l'avenir. Comment pensez-vous qu'ils vont gérer cela ? Et par « neutres », j'

entends des pays comme la Malaisie, l'Indonésie — bon, la Mongolie est un peu à part — mais ces États qui essaient activement d'entretenir une relation multivectorielle avec tout le monde.

#Sándor Kusai

Ils vont essayer de poursuivre cette politique à plusieurs vecteurs pour le moment, mais ils seront contraints de choisir un camp. Ils résisteront autant que possible. Ils tenteront de l'éviter, mais la logique des événements les obligera à prendre parti. Les pays qui comprendront cela plus tôt et commenceront à construire leur propre système ou réseau de relations internationales dans un monde en fragmentation réussiront mieux. Ceux qui le feront plus tard seront davantage les objets des événements.

#Pascal

Penses-tu que le BRICS soit en réalité un moyen pour certains États d'essayer de s'intégrer dans un réseau — enfin, pas un réseau comme l'Union européenne, mais une interconnexion qui ne soit pas fondée sur l'Europe ? Parce que j'ai aussi interprété l'attaque contre le Venezuela comme une attaque contre le BRICS. Et la préparation d'une attaque contre l'Iran me semble être une tentative de briser la conviction qu'une structure alternative est possible.

#Sándor Kusai

Oui, je pense que dans un contexte plus large, c'est pour cela que je t'ai dit que la politique des États-Unis en ce moment consiste à imposer la suprématie américaine — d'abord dans l'hémisphère occidental, puis, si les autres grandes puissances n'agissent pas dans leurs propres zones d'influence, plus tard là aussi. L'autre objectif est de briser les BRICS un par un. Et si les pays des BRICS ne reconnaissent pas cela et n'intensifient pas leur coopération — à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif — alors ils perdront. C'est certain. Le but principal est de briser les BRICS un par un.

Et c'est pourquoi je t'ai dit que les Nations unies, le système international, ne sont qu'un dommage collatéral, ce qui le rend très commode à briser pour les États-Unis. Si ce système est endommagé — si le droit international et l'ordre mondial se meurent — cela crée encore plus d'occasions pour les États-Unis de briser les BRICS. Et d'ailleurs, en cherchant à démanteler les BRICS et cette structure, ils brisent aussi leurs propres alliés. Ils les transforment véritablement en vassaux à part entière. Ce processus a déjà commencé. Après tout, la Finlande n'est plus un État neutre. La Suède n'est pas un État neutre. Je ne sais pas combien de temps l'Autriche pourra rester neutre.

La Suisse a légèrement de meilleures chances, mais elles ne sont plus très bonnes. Oui, nous nous souvenons de l'histoire des guerres napoléoniennes : la Suisse n'était pas neutre à cette époque. Elle a été prise, elle a été occupée. Voilà. C'est de cela que nous parlons. Je suis d'accord avec vous sur le fait que les États-Unis essaient d'être — ou que c'est la logique, qu'ils essaient d'être — les États

neutres. Mais les États neutres, surtout s'ils ne sont pas intégrés comme la Suisse dans l'OTAN et l'Union européenne, mais se trouvent dans d'autres régions du monde, ont la possibilité de mettre en place certaines contre-mesures et contre-stratégies. Mais s'ils manquent cette fenêtre d'opportunité, ils en souffriront aussi.

#Pascal

Oui, mais c'est un jeu encore plus difficile, car au moment où ces pays commencent à former des alliances militaires, on perd structurellement — on entre directement dans la confrontation, n'est-ce pas ? On entre dans la polarisation. Donc, la seule chance pour les BRICS de s'en sortir sans tomber dans la logique de guerre, c'est de refuser de se polariser tout en continuant à développer le réseau et en disant : « Nous le renforcerons jusqu'à pouvoir inviter tout le monde à nous rejoindre », n'est-ce pas ? Mais sans devenir un adversaire. C'est un exploit incroyablement difficile à réaliser.

#Sándor Kusai

Écoutez, en diplomatie, dans les relations internationales, je suis convaincu que la chose la plus difficile est toujours de passer par un chemin très étroit. Cela demande le plus de talent — le génie d'un bon diplomate — pour faire traverser à son pays ou à sa structure ce passage étroit entre des choix très difficiles et mauvais. C'est ce que beaucoup de pays dans le monde doivent pratiquer. Les dirigeants talentueux peuvent y parvenir ; les moins talentueux échoueront. C'est le système dans lequel nous vivons.

Et bien sûr, certaines grandes puissances comme les Chinois, les Russes, les Indiens et les Brésiliens parlent toujours de préserver l'ONU, la Charte, comme vous l'avez mentionné, et ainsi de suite. Cette position peut être utile comme outil tactique pendant un certain temps. Mais si la structure internationale est fondamentalement brisée, ce discours devient contre-productif. Et c'est là que nous en sommes aujourd'hui, je pense. Bientôt, soit les autres puissances changent leur discours — leur conception de la reconstruction des relations internationales au lieu de simplement préserver le système — soit, si elles ne le changent pas, elles perdront. C'est la logique stratégique.

#Pascal

Qui aurait pensé que, dès le deuxième jour de 2026, nous devrions dire adieu à la structure internationale telle que nous la connaissons ?

#Sándor Kusai

Tu sais, de mon point de vue, c'est un adieu chargé d'émotion. Je n'aime pas ce processus, mais c'est ainsi que fonctionne la réalité. Tout ce qui naît doit mourir — c'est une certitude. Et c'est ce que

nous voyons avec le système international actuel. L'ONU pourra être rebaptisée ou remplacée par une autre structure, mais telle qu'elle a été créée en 1945, elle est en train de mourir. Elle a vécu sa vie — quatre-vingts ans. Désolé, les amis. C'est comme ça. Oui.

#Pascal

Ce n'était pas entièrement mauvais pendant ces quatre-vingts ans. D'une certaine manière, cela a servi à quelque chose. Bon, alors Noor, dans ce cas, cela veut dire que tout est possible. Qui a la meilleure idée pour le prochain système ? Nous en reparlerons certainement. Y a-t-il quelque chose que nous n'avons pas encore mentionné et que tu trouves vraiment important ?

#Sándor Kusai

Non, je pense que nous avons parlé de toutes les choses agréables et moins agréables qui se passent. Et j'espère que tous vos téléspectateurs et autres invités développeront ces idées, car il est très difficile d'analyser et de tirer des conclusions au niveau actuel. Nous devons, comme l'a dit Deng Xiaoping, libérer notre pensée et proposer de nouvelles idées. C'est ainsi que nous devons agir. Et nous ferons des erreurs — oui, oui — dans notre analyse aussi. Car c'est une époque où rien n'est clair, rien n'est définitif. Donc je suggérerais à tout le monde, à tous vos téléspectateurs, de libérer leur pensée, d'essayer de nouveaux concepts, de penser autrement, car les anciennes façons de faire sont révolues.

#Pascal

Et le plus drôle, c'est qu'en 2055, les historiens diront que, vous savez, il était évident que 2035 ressemblerait à cela, parce qu'en 2026, X s'est produit. Ils vous diront que c'est absolument clair. Nous, pauvres fous, nous ne pouvons tout simplement pas encore le voir. Sándor Kusai, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Sándor Kusai

Merci beaucoup pour votre invitation et pour votre attention.